

LE TEMPS

Changement climatique: la fin des errements?

Le Temps, Charles Wyplosz, 20 avril 2023

Le week-end dernier s'est tenue une réunion du G7 sur le changement climatique. A la sortie, les ministres se sont félicités, comme il se doit, des progrès accomplis. Et pourtant, ils ne se sont pas mis d'accord sur la fin des centrales électriques à charbon, ni sur la date de sortie des énergies fossiles. C'est un signe encourageant de maturité.

Depuis 2015, on a l'habitude de prendre comme référence les Accords de Paris, qui avaient fixé à 2050 la neutralité carbone, ce qui est censé limiter à 1,5 °C le réchauffement. Les plus hauts dirigeants de la planète se l'étaient promis, les yeux dans les yeux. Mais, petit détail ennuyeux, ils ne nous ont pas dit comment ils comptaient s'y prendre. Un peu comme si un congrès de médecine annonçait la fin du cancer sans avoir la moindre idée des traitements nécessaires. Au lieu de se fixer des objectifs, il faudrait définir les instruments à mettre en œuvre, ce qui est beaucoup plus compliqué.

C'est compliqué parce que ça coûte cher et donc les instruments sont politiquement difficiles à financer, parce que la technologie avance vite mais de manière imprévisible, et parce que des événements imprévus changent la donne – par exemple l'Allemagne a fait repartir ses centrales à charbon après l'invasion de l'Ukraine.

Mais derrière la vacuité des grandes déclarations se cachent des progrès encourageants. D'abord, la prise de conscience est désormais universelle. Ensuite, ce qu'on appelle la crise énergétique, qui se manifeste par une taxe carbone prélevée par les pays producteurs d'énergie fossile, a montré non seulement que la demande baisse vite et fort quand les prix augmentent, mais aussi que les investissements dans des nouveaux modes de production sont alors rapidement mobilisés. Enfin, et surtout, les gouvernements commencent à réagir autrement que symboliquement.

Ainsi, mine de rien, les gouvernements de l'Union européenne mettent en place une taxe carbone, la meilleure approche si elle est prélevée par les pays consommateurs. Ils éliminent progressivement les scandaleuses exemptions aux droits d'émissions de gaz à effet de serre et vont imposer une taxe d'ajustement aux frontières sur le contenu en carbone des produits importés. Le Parlement européen a donné son feu vert ce mardi. De son côté, la mal nommée «loi de réduction de l'inflation» adoptée par l'administration Biden cache un ensemble massif de subventions cohérentes qui vont réduire la consommation d'énergie fossile et puissamment encourager la recherche et développement (R & D). Certes, ce programme a des relents protectionnistes, mais c'était le prix à payer pour que la loi soit adoptée. Les Européens hurlent, mais leur taxe d'ajustement aux frontières fait aussi hurler, pour la même raison. Un accord international aurait été bien préférable, mais hors d'atteinte. Au moins, des instruments puissants se mettent en place, enfin.

Le problème non résolu est celui de l'aide aux pays pauvres qui ne polluent pas mais qui vont souffrir du réchauffement par manque de moyens d'adaptation. Encore une fois, les promesses des COP, qui affichent une aide de 100 milliards de dollars pour les pays pauvres, tardent à se concrétiser. Mais des initiatives comme celle de Bridgetown sont prometteuses. Il s'agit de suspendre le paiement des dettes des pays fragiles en cas de calamité climatique et, de manière plus ambitieuse, de mobiliser des droits de tirage spéciaux émis par le FMI pour mettre en place des prêts à bas taux d'intérêt. Ces droits de tirage sont des montants attribués aux pays membres pour être utilisés en cas de déficits externes. Le montant total est de 275 milliards de dollars. Près de la moitié appartient aux pays riches, qui n'en ont aucun besoin. Elle pourrait être prêtée à bas taux d'intérêt pour faire face aux effets du réchauffement climatique. Par ailleurs, le gouvernement américain met la pression sur la Banque mondiale pour qu'elle se mobilise. Il a déjà obtenu la démission de son président climatosceptique.

Il est facile de sous-estimer ces évolutions. Les grandes rencontres médiatisées, comme celles du G7 ou les COP, sont des échecs, mais sont sans importance maintenant que le mouvement est enclenché. Même s'il est bien trop tôt pour crier victoire.



CHARLES WYPLOSZ
ÉCONOMISTE